

**Séance ordinaire du  
jeudi 21 décembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt et un décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDÉS, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Christian DUMONT, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES.

## **Transfert d'une garantie d'emprunt**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En 2001, le Conseil Municipal a décidé d'accorder une garantie d'emprunt à l'association Assemblée de Dieu de Montpellier.

Par assemblée générale du 20 mai 2016, cette structure a décidé de créer une nouvelle association nommée Assemblée de Dieu Ville de Montpellier. Cette dernière portera les secteurs de Montpellier Centre et Ganges.

Cette création, s'accompagne d'un transfert d'actif entre les 2 associations pour un montant estimé à 1 441 349 €.

Un emprunt souscrit en 2001 pour la construction d'un lieu de culte et garanti par la Ville au bénéfice de l'association actuelle devrait être transféré vers la nouvelle association Assemblée de Dieu Ville de Montpellier.

Les caractéristiques de l'emprunt garanti sont les suivantes :

- Date de l'emprunt : 05/2001
- Montant initial : 381 123 €
- Objet : Construction du lieu de culte 166 rue Albert Einstein
- Fin de l'emprunt : 05/2021
- Capital restant dû au 05/12/2017 : 96 580,86 €

- Montant garanti par la Ville : 25% soit 24 145,22 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser le transfert de la garantie d'emprunt au bénéfice de l'association Assemblée de Dieu Ville de Montpellier ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 22 décembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20171221-17183-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 28/12/17  
Réception en Préfecture : 28/12/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.